

Le HAMAS veut parler au nom des PALESTINIENS

Leila Seurat



Contact: sumud69@protonmail.com

*Article paru dans Le Monde
le 29.10.2023*

La chercheuse retrace, dans une tribune au « Monde », l'évolution du mouvement depuis 2013, notamment depuis l'arrivée au pouvoir de Yahya Sinwar en 2017, qui a fait taire les voix dissidentes à Gaza et modifié la stratégie du groupe pour épouser un environnement palestinien prêt à se soulever.

L'injonction au qualificatif du Hamas comme terroriste est désormais un préalable à toute discussion. Proportionnelle à la déstabilisation que connaît Israël, cette mise à l'agenda politico-médiatique ne permet toutefois pas de saisir la nature protéiforme de cet acteur politique (tout à la fois mouvement social, groupe armé et acteur gouvernemental), ni les raisons de son irrésistible ascension. Depuis 2013, le Hamas est parvenu à produire une réflexion sur l'évolution de la lutte armée et de son rôle en Palestine. Perçu comme l'incarnation même de la résistance qui, pour les Palestiniens, est une composante centrale de leur identité, ce mouvement ne saurait donc être considéré comme un groupe sectaire exogène à sa société.

Ouvrant une période de grandes difficultés diplomatiques et économiques, le coup d'Etat du maréchal Al-Sissi, en Egypte, en juillet 2013, favorise la réévaluation stratégique du mouvement. La priorité pour le Hamas est l'établissement de bonnes relations avec ce pays, qui dispose d'une frontière avec la bande de Gaza. Pourtant à la tête de l'axe anti-Frères musulmans, aux côtés de l'Arabie saoudite et des Emirats arabes unis, Le Caire trouve son intérêt à coopérer avec le Hamas pour assurer la sécurité du Sinaï. Ces relations de relatif bon voisinage amènent les autorités égyptiennes à supprimer le Hamas de sa liste des organisations terroristes. Ultime concession à l'Egypte, le Hamas ne fait plus mention de son affiliation aux Frères musulmans dans son « Document de principes et de politique générale » publié en 2017.

L'autre évolution qui caractérise l'après-2013 est la volonté du Hamas de se détacher des institutions officielles palestiniennes. Dès l'accord de réconciliation d'Al-Shati conclu avec son rival du Fatah au printemps 2014, le Hamas avait laissé à ce dernier la responsabilité de former à lui seul le gouvernement. Si l'existence de divisions internes au Hamas avait à l'époque empêché la mise en œuvre de cet accord, l'arrivée au pouvoir de Yahya Sinwar en 2017 ne permet plus l'expression de voix dissidentes. Profondément opposé à l'établissement d'un mini-Etat à Gaza, le nouvel homme fort de l'enclave impose la signature d'une nouvelle réconciliation. Par cet accord signé au Caire à l'automne 2017, le Hamas réitère

1 Précisions sur les "marches du retour" : à partir du 30 mars 2018, des milliers de Gazaouis ont marché chaque vendredi vers la frontière de Gaza pour commémorer le soixante-dixième anniversaire de la Nakba. L'armée israélienne tirait lorsqu'ils s'approchaient trop, faisant plus de deux cent morts (soixante rien que durant la journée du 14 mai 2018) et des milliers de blessés. L'écrasante majorité de ces manifestants était sans armes, le reste était muni de cocktails molotov, de pierres et de cerf-volants incendiaires..."

A l'inverse, le pilonnage incessant de la bande de Gaza ainsi que le bombardement de plusieurs hôpitaux entachent durablement l'image d'Israël comme celle de ses alliés occidentaux et arabes. Les déplacements forcés de populations ne manquent pas de soulever des interrogations quant aux cibles et aux intentions réelles des autorités israéliennes. Sans être erronée, l'idée selon laquelle Israël aurait sciemment favorisé l'ascension du Hamas devrait être réévaluée : ce soutien est moins l'effet d'une fine stratégie mise en œuvre par l'establishment israélien que le résultat d'une accélération de la colonisation en Cisjordanie et à Jérusalem et des agressions contre les Palestiniens et les lieux saints. L'ascension du Hamas se mesure donc aussi en miroir d'un projet politique israélien à la dérive.



son souhait de se désengager des structures de l'Autorité palestinienne. La légitimation du mouvement ne peut plus passer par ces institutions largement discréditées.

Déclencher les hostilités

Yahya Sinwar impose également une autre vision relative aux usages de la lutte armée : mobiliser plus « stratégiquement » l'outil militaire et sortir du tempo imposé par Israël lors des opérations militaires contre Gaza (2009, 2012 et 2014) qui le faisaient systématiquement passer pour l'agresseur alors qu'il n'était pas à l'initiative des affrontements. Le Hamas modifie son approche et décide désormais de déclencher les hostilités. Contrairement à ses prédécesseurs, Sinwar, libéré à la faveur de l'échange du soldat israélien Gilad Shalit en 2011, est un militaire, fondateur de l'organisation Al-Majd, ancêtre des Brigades Ezzedine Al-Qassam, la branche armée du mouvement.

Première étape de ce renouvellement, les « marches du retour » du 2018 et 2019 [manifestations organisées à Gaza, sur la frontière avec Israël] qui ont forcé Israël à octroyer des concessions au Hamas. Oscillant entre apaisement et confrontation violente, cette stratégie a permis au mouvement d'obtenir une augmentation de l'aide qatarie, passée lors d'un accord conclu le 1er avril 2019 de 15 millions à 40 millions de dollars [de 14 millions à près de 38 millions d'euros], sans interrompre les mobilisations populaires aux frontières.



C'est aussi à ce moment-là que commencent les tentatives du Hamas de rassembler l'ensemble des groupes palestiniens sous une bannière commune, qu'il s'agisse du « Haut Comité national pour la marche du retour et la fin du blocus » ou de la « Chambre commune des opérations »¹.

Reste que, dans l'opinion palestinienne, ces marches ont été interprétées comme une manœuvre visant à profiter au seul Hamas ou à assouplir le blocus uniquement.

C'est l'opération « Epée de Jérusalem » en 2021 qui a permis au mouvement d'apparaître comme le défenseur de la mosquée Al-Aqsa à Jérusalem et de réunir les différentes localités palestiniennes dans une lutte commune. C'est aussi la première fois que le Hamas déclenche l'affrontement déjouant le Dôme de fer [le système de défense antiaérien israélien] et prouvant sa capacité à mettre en déroute le renseignement israélien.

Prêter main-forte

Depuis, dans les discours, le Hamas élude toute identification partisane voire religieuse pour parler au nom de tous les Palestiniens. A la différence des deux premières Intifada de 1987 et de 2000, où la résistance était largement islamique, celle-ci est désormais palestinienne. Sur le site des Brigades Al-Qassam, le drapeau palestinien a remplacé celui du Hamas. Jérusalem permet tout particulièrement cette fusion entre islam et nation, lorsque le porte-parole des Brigades, Abou Ubayda, annonce, en mai, que « Gaza, Jérusalem, la Cisjordanie, et les Palestiniens de 1948 ne sont qu'un seul corps, une seule patrie, partageant un seul destin et une seule résistance ».

Progressivement, systématiquement, le Hamas a pu prendre le pouls d'un environnement palestinien prêt à se soulever. Comme ce fut le cas en avril lorsque, tirant des roquettes du Liban dans sa stratégie d'unification des fronts, le Hamas s'est vu prêter main-forte par des Palestiniens de Cisjordanie et d'Israël.

L'opération « Déluge d'Al-Aqsa » du 7 octobre confirme ces évolutions. Sans engager entièrement le Hezbollah, l'activation d'un front au nord limite le champ d'action de l'armée israélienne dans la bande de Gaza et fragilise l'option d'une incursion terrestre. Si les sources ne permettent pas à ce jour de préciser la manière dont la décision de l'attaque du 7 octobre a été prise – elle n'aurait engagé qu'un petit noyau du Hamas à Gaza –, les autres factions armées de la « Chambre commune des opérations » ont toutes rejoint les Brigades Al-Qassam peu de temps après le déclenchement de l'opération, suivies de nombreux individus non encartés.



Une réponse coordonnée

A Gaza comme en Cisjordanie, les Palestiniens sont unanimes dans leur soutien au Hamas et, en dépit du nombre de Palestiniens tués, saluent ce qu'ils considèrent comme une victoire historique contre Israël. Ils ne semblent pas, si ce n'est de manière extrêmement marginale, concernés par la condamnation occidentale du Hamas pour avoir tué des civils israéliens. Pour eux, le 7 octobre est une réponse coordonnée aux attaques qu'ils subissent au quotidien et dans le temps long de l'histoire de l'occupation. Seul le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, a condamné l'assaut contre des cibles non militaires